ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1624 – 27 août 1999 – prix : 9F

Tremblement de terre et catastrophe en Turquie

LE PRINCIPAL RESPONSABLE, C'EST LE SYSTÈME SOCIAL

M 6189 - 1624 - 9,00 F

SOMMAIRE

Leur société

4 – De plus en plus de Smicards, de plus en plus de profits
– Rentrée des classes
– Augmentation de l'essence

8 – Fusions dans les banques et les trusts pétroliers
– Intérim: des affaires en or

12 – Les paysans réclament leur dû

Politiciens

5 – PCF: engagement au service du gouvernement, pas des travailleurs
– Verts: en vert et contre rien

Tribune

4 – Une catastrophe qui n'avait rien de fatal

Dans le monde

6/7 – Turquie: le profit fait plus de morts que le tremblement de terre
– Mafia russe et banques américaines
– USA: évitez la police de Chicago!

Dans les entreprises

9 – SNCF: les 35 heures
– PTT dans l'Ile de la Réunion
– SNECMA-Villaroche: le chantage

Il y a 60 ans

10 – Le 3 septembre 1939: la Seconde Guerre mondiale

Lire

11 – *Spartacus* de H. Fast,
– *Mort à Devil's Acre* de A. Perry

Voir

11 – *4 jours en Septembre* de Bruno Barreto

DES PAPIERS POUR TOUS!

Sur 140000 sans-papiers qui avaient déposé leur dossier de régularisation il y a deux ans, lorsque Jospin nouveau Premier ministre avait promis de régulariser ceux des immigrés en situation irrégulière qui en feraient la demande, 63000 ont été déboutés.

Manifestation du 21 août, à Paris

Aujourd'hui, nombre d'entre eux sont retournés dans la clandestinité, avec le risque permanent d'être arrêtés et expulsés.

Pour crier leur indignation face à cette situation, à Paris, plus d'un millier de personnes ont manifesté samedi 21 août, à l'appel de la Coordination nationale des sans- papiers. Dans le même temps, à Toulouse, des sans- papiers entamaient une marche de protestation qui s'achèvera à Paris, le 30 septembre.

Trois ans après l'évacuation musclée par la police de Juppé, alors Premier ministre, de l'église Saint-Bernard (Paris 18e) dans laquelle 200 personnes s'étaient réfugiées, les sans-papiers ne désarment pas. Ils ont d'ailleurs tenu à le montrer en manifestant symboliquement à cette date.

En la matière, la politique de Jospin, de Chevènement, du gouvernement, est restée dans la continuité de celle de leurs prédécesseurs, afin de complaire à l'électorat de droite. Même la circulaire promulguée par le gouvernement socialiste et destinée à assouplir certaines conditions de régularisation n'a pas été respectée. Les célibataires par exemple se sont vu opposer un refus systématique que ne prévoyait nullement le texte initial. Des sans-papiers qui ont reçu un avis favorable n'en bénéficient pas, sous prétexte qu'ils sont sous le coup d'une interdiction de territoire pour… défaut de papiers! Plus particulièrement, dans le département de la Seine-Saint-Denis sur 25000 demandes de régularisations traitées, 12000 ont été accordées et 13000 rejetées, soit un pourcentage de 52%, le plus élevé de France.

Cette situation scandaleuse a pour effet immédiat de laisser des milliers de personnes dans la crainte de l'expulsion, sans couverture sociale, contraints à vivre d'expédients et de travail au noir. Dernièrement, la presse a fait état du suicide d'un sans-papier d'origine polonaise, mais on a peu parlé de ce maçon d'origine marocaine, employé au noir dans une entreprise toulousaine, mort écrasé par un engin de travaux publics. Son employeur, en vacances, ne le connaissait pas! Quant aux responsables du chantier, ils s'étaient enfuis avant l'arrivée des secours. Combien sont-ils parmi les sans-papiers à accepter ainsi n'importe quelles conditions de travail?

Il y a trois ans, de nombreux sans-papiers croyaient encore le Parti Socialiste, le PC et les Verts, lorsqu'ils dénonçaient cet état de fait. A l'époque, de nombreux intellectuels ainsi que des personnalités de gauche soutenaient leur lutte. Où sont-ils aujourd'hui, alors que le Parti Socialiste renie toutes ses promesses et que le Parti Communiste et les Verts protestent certes, mais soutiennent de fait cette politique, en participant au gouvernement qui la mène?

Les sans-papiers ont raison de ne pas baisser les bras et face à Chevènement et au gouvernement, ils doivent pouvoir compter sur la solidarité de tous les travailleurs.

Aline Urbain

Communiqué

L'organisation Jeunes contre le Racisme en Europe nous a fait parvenir le communiqué suivant:

«Procès pour délit de solidarité Défendons Armand Zvénigorodski»

Le 22 juin 1999, dans le vol 760 d'Air France à destination de Bamako au Mali, les passagers se sont mobilisés contre l'expulsion forcée d'un sans-papiers.

Le commandant de bord a «réquisitionné la force publique» pour faire sortir Armand Zvénigorodski de l'appareil. La mobilisation des passagers l'en a empêché.

Suite à la plainte de la compagnie aérienne, Armand passe en procès le 30 septembre pour «*aide au séjour irrégulier d'un étranger*» et risque de lourdes peines.

Nous exigeons l'arrêt immédiat de toutes les poursuites à l'encontre d'Armand Zvénigorodski.

Lutte Ouvrière s'associe bien entendu à cette protestation.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 11 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142165. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Le tremblement de terre en Turquie

LES ASSASSINS

40 000 victimes au moins, voilà le bilan du tremblement de terre en Turquie. Aux douze mille morts recensés s'ajoutent ces trente mille disparus dont la grande majorité sont morts ou encore en train de mourir dans une longue agonie, emprisonnés sous les décombres de leurs immeubles effondrés, simplement parce qu'on ne s'est pas donné les moyens de les sauver.

Il suffisait de regarder les images rapportées par la télévision, ces gens tentant de déblayer à mains nues les ruines pour sauver un parent ou un voisin, d'entendre les cris de colère contre les promoteurs et les autorités, pour qu'il soit évident que les failles du système social sont bien plus responsables du nombre de morts que les failles de l'écorce terrestre.

Cette partie de la Turquie est située sur une zone où les tremblements de terre sont fréquents. Il n'est pas possible de les empêcher, ni même de les prévoir. Mais les moyens techniques existent et sont largement connus pour en limiter les conséquences sur les immeubles. L'application des normes de sécurité est même obligatoire. Mais ces normes ne sont pas appliquées du tout dans les quartiers pauvres et leurs constructions de fortune. A Istanbul, la capitale économique du pays, la quasi-totalité des morts a été tuée dans une banlieue ouvrière.

Dans les villes plus proches de l'épicentre du séisme, les quartiers populaires, même moins pauvres, se sont transformés sous les secousses en amas de ruines, simplement parce que les promoteurs, pour faire plus de profit, ont fait des économies sur la qualité et la quantité de ciment ou de fer, ont négligé les normes de sécurité avec la complicité des autorités achetées. Des immeubles tout récents, construits en pleine connaissance des mesures antisismiques se sont écroulés comme des châteaux de cartes, alors que des monuments centenaires ont traversé ce tremblement de terre comme bien d'autres dans le passé, sans même une fissure. Le séisme était inévitable. Pas le nombre de morts, ni l'ampleur des destructions, ni les conséquences dramatiques pour la population. L'écrasante majorité des morts a été victime non pas d'une catastrophe naturelle, mais de la pauvreté, de la soif de profit, mais aussi d'un Etat oppressif et corrompu, incapable de porter secours à ceux qui étaient ensevelis.

La population frappée était livrée à elle-même, sans organisation, sans moyens matériels. L'armée turque, la plus puissante de la région, bichonnée par les Etats-Unis, utilisant des moyens considérables pour mener une sale guerre d'oppression contre la minorité kurde, s'est surtout manifestée pour contenir les foules en colère devant les retards ou l'absence des secours. Cette armée, ossature du régime turc, n'est pas là pour sauver des vies humaines. Elle est là pour protéger l'ordre dans ce pays qui, malgré la pauvreté de ses classes laborieuses, est un Eldorado pour les capitaux occidentaux : allemands, américains et français en particulier, qui empochent les profits de ces entreprises de textile ou de métallurgie où travaillent, pour des salaires dérisoires, ceux-là même qui s'entassent dans les faubourgs les plus durement touchés.

Les Etats des grandes puissances dont la France n'ont pas de quoi se vanter des quelques équipes de secours envoyées, même si ces équipes ont pu sauver quelques dizaines d'êtres humains et souligner encore plus par leur activité la défaillance des autorités turques. Une fraction seulement des moyens déployés pour bombarder l'ex-Yougoslavie aurait suffi pour sauver en Turquie des milliers de vies.

Dans quelques jours, les médias cesseront de parler de la Turquie. On reparlera par exemple de ces fusions de banques, en France ou au Japon, qui font danser des milliards de dollars. Pendant ce temps, en Turquie, des centaines de milliers d'êtres humains, déjà touchés par la mort d'un des leurs, auront à faire face, seuls, sans argent et sans moyen, à la reconstruction de leurs maisons. Jusqu'à ce qu'un tremblement de terre, social celui-là, finisse par ébranler un ordre économique où les formidables capacités de la société ne sont pas mises au service de l'humanité mais au service de l'argent et de ceux qui en possèdent.

(Voir notre article page 6)

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

UNE CATASTROPHE QUI N'AVAIT RIEN DE FATAL

Soixante mille immeubles détruits, des villes entières ravagées, 12 000 morts recensés et plus de 30 000 personnes disparues sous les décombres de leurs habitations : le bilan du tremblement de terre qui a frappé la région d'Izmit, en Turquie, figurera parmi les plus lourds du siècle.

Une région que tous les spécialistes s'accordaient à classer « à risque », mais où les précautions les plus simples avaient été négligées. Ce qui frappe ici, ce n'est pas l'ampleur de la secousse sismique, c'est l'inconscience des autorités, leur mépris du sort de la population, ainsi que le cynisme et l'irresponsabilité des promoteurs immobiliers et des constructeurs.

Les médias du monde entier ont montré ces immeubles récents construits à la va-vite, sans fondations appropriées, où des entreprises rapaces mêlaient du sable au ciment pour diminuer leurs coûts. Les minces murs de brique ayant volé en éclats, ces logements fabriqués à vil prix sont devenus le tombeau de leurs habitants.

Respecter les normes antisismiques n'aurait pourtant accru que de 5 à 10 % le coût de ces constructions. Mais les promoteurs et architectes assassins ont pu s'enrichir en toute impunité car les responsables chargés d'attribuer ou de contrôler les marchés du bâtiment sont, comme dans bien des pays, totalement inefficaces et corrompus. Les dirigeants turcs sont fort capables de faire la guerre à la minorité kurde pour l'empêcher – entre autres – de parler sa langue, de pourchasser et de persécuter les opposants politiques, mais surtout pas capables d'empêcher des promoteurs véreux de faire fortune en édifiant des châteaux de cartes. Les intérêts de la population sont le cadet de leurs soucis.

Malgré les précédents tremblements de terre qui l'ont frappée, la Turquie ne disposait que d'une seule équipe spécialisée dans la recherche des victimes sous les décombres. Faute d'engins pour déblayer les blocs de béton, des milliers de personnes ont dû assister, impuissantes, à l'agonie de leurs proches. Dans les hôpitaux, tout manquait. Et les puissances de l'OTAN, dont la France, si promptes lorsqu'il s'agissait d'envoyer des dizaines de milliers d'hommes et des engins sophistiqués pour faire la guerre en ex-Yougoslavie, n'ont mis que des moyens dérisoires au service de la population turque, même si c'est à grand renfort de publicité.

L'armée turque quant à elle, pourtant l'une des plus fortes composantes de l'OTAN – fer de lance contre l'ex-URSS avant la chute du Mur de Berlin – manque-t-elle de moyens lourds quand il s'agit de raser des milliers de villages kurdes comme elle l'a fait depuis 1990 ? Manque-t-elle d'argent, elle qui a encore acquis récemment à prix d'or des hélicoptères de combat *Tigre*, fleuron de l'aéronautique militaire franco-allemande ?

Elle a pourtant été totalement incapable d'apporter le moindre secours à la population.

La présence des militaires a d'abord servi à prévenir les gestes de révolte d'une population, à juste titre en colère, et à protéger certains bâtiments d'éventuels pillages. Quant au chef de l'Etat turc, le président Demirel, rendant visite aux victimes du séisme, il s'est distingué devant les caméras, en répétant : « *C'est la fatalité ! Seul Dieu peut-nous aider !* », face à des survivants furieux, avant de disparaître au fond d'une limousine blindée.

Il n'y a pour autant aucune fatalité dans l'existence d'un Etat soumis aux intérêts d'une minorité de bourgeois, de bureaucrates, de mafieux. Si toute la population, à commencer par la majorité des travailleurs et des pauvres, se mettait à contrôler l'utilisation des budgets, la construction des logements, les normes de sécurité, et l'appareil d'Etat à tous les niveaux, ce serait certes une révolution. Mais ce ne serait pas un risque majeur car elle pourrait permettre de protéger les vies humaines de catastrophes comme celle d'Izmit, ou d'autres, qui n'atteindraient certes plus les mêmes proportions désastreuses.

Si aujourd'hui encore, l'humanité est à la merci de catastrophes dites à tort – naturelles, c'est avant tout parce qu'elle est en proie à une organisation sociale irrationnelle et injuste, le capitalisme.

Éditorial des bulletins d'entreprises « *l'Etincelle* » de la minorité du 23 août 1999

Leur société

DE PLUS EN PLUS DE SMICARDS, DE PLUS EN PLUS DE PROFITS

Au 1er juillet 1998, on comptait 12,4 % de salariés au SMIC, contre 8,2 % en 1994 (ces chiffres viennent d'être fournis par le ministère de l'Emploi, qui n'est vraiment pas pressé de publier des statistiques sur les conséquences sociales de sa politique).

Ils représentent le quart des salariés des toutes petites entreprises de moins de dix personnes. Et ces smicards sont surtout des smicardes : 17 % des femmes, essentiellement dans l'hôtellerie, l'agro- alimentaire et le textile, ne touchent que 5 440 F nets par mois.

Les salaires sont bloqués – et cela ne va pas s'arranger avec les accords sur les 35 heures –, les salaires d'embauche sont au plancher : entre les 12 % de chômeurs et les 12,4 % de smicards sans compter les salaires au rabais de ceux qui travaillent à temps partiel, les statistiques viennent confirmer que toute une partie des travailleurs s'appauvrit régulièrement.

Pendant ce temps-là, et à cause de cela précisément, les profits des entreprises augmentent. Grâce aux milliards ainsi récupérés, les patrons se battent pour se racheter les uns les autres.

Avec la bénédiction du gouvernement qui leur apporte sur un plateau dégrèvement de charges sociales et subventions, selon le bon principe qu'on ne donne qu'aux riches.

S.M.

LA RENTRÉE DES CLASSES : UNE RENTRÉE DE CLASSE

Si, d'après la Confédération syndicale des familles (CSF), le coût du budget moyen par élève stagne quasiment cette année, cela recouvre des situations assez différentes (moins 10 % en sixième mais plus 7 % en CP ou plus 3 % en 2e technique). Ce coût est en fait très inégal suivant les classes et les filières choisies. Les filières professionnelles sont celles dans lesquelles les frais de matériel et d'outillage sont les plus élevés (de 509 F en CP à 3 463 F en 2de générale, 4 563 F en 2de technique ou 4 027 F en 1re BEP-industriel !). Or, ce sont celles où on retrouve plus souvent des enfants des familles modestes que des jeunes des quartiers riches…

Face à cela, le gouvernement se contente de maintenir l'allocation de rentrée scolaire (ARS) à 1 600 F. Il a cependant élargi, depuis juillet, cette allocation aux familles ayant un seul enfant, dont les revenus n'excèdent pas le plafond 102 049 F, qui ne touchent pas d'allocations familiales, ni aucune autre aide de la CAF et à condition qu'elles en aient fait la demande avant le 25 août, c'est-à-dire à condition… qu'elles aient été au courant en temps voulu ! Or, d'après le responsable des prestations familiales à la Caisse Nationale des Affaires Familiales (CNAF), ça répondait « cahin-caha » auprès des 350 000 nouveaux bénéficiaires potentiels. Car, inutile de préciser que cette mesure n'a pas bénéficié d'une bien grande publicité.

Daniel NECKER

À QUAND LE DOUBLE AFFICHAGE POUR LE PRIX DE L'ESSENCE ?

Le gouvernement nous rebat les oreilles sur le double étiquetage des fruits et légumes, mais il y a un sujet sur lequel il est plus discret : l'augmentation, cet été, du prix de l'essence de 14 à 20 centimes suivant les carburants (50 centimes sur le super depuis janvier !).

Il serait pourtant intéressant d'afficher à la pompe le prix du pétrole brut payé aux producteurs !

On verrait ainsi quelles marges bénéficiaires se font les compagnies pétrolières et comment, au passage, elles répercutent par avance les hausses du prix du baril. Car, si les cours du pétrole ont connu une hausse récemment, l'essence que nous payons plus cher aujourd'hui a été achetée avant la hausse par les compagnies pétrolières. Tout est bon pour elles qui dépensent des centaines de milliards à se racheter les unes, les autres.

On verrait aussi que les taxes prélevées par l'Etat représentent 80 % du prix de l'essence à la pompe. Pas étonnant que le gouvernement ne soit pas pressé de jouer la transparence dans les stations-service !

J.-P. L.

PCF

UN ENGAGEMENT AU SERVICE DU GOUVERNEMENT, PAS DES TRAVAILLEURS

Les 20, 21 et 22 août derniers, le PCF a tenu son université d'été à la Seyne-sur-Mer. Robert Hue, qui s'était montré très discret depuis les élections européennes, en a profité pour faire sa rentrée politique.

Devant les militants rassemblés, il a choisi de s'en prendre aux Verts, en répondant à leurs déclarations agitant la menace de quitter le gouvernement: *«La majorité resterait majoritaire quand bien même les Verts s'en retireraient»*, ajoutant *«On sait que ce n'est pas le cas avec les communistes»*. Et le porte-parole du PCF de poursuivre avec un certain culot *«en 1997, aucun député Vert n'aurait été élu sans la décision du PS de ne pas présenter de candidat dans les circonscriptions concernées»*. Comme si la même politique d'alliances électorales avec le PS n'avait pas permis au PCF d'obtenir des élus à l'Assemblée et de devenir un parti gouvernemental !

Bref, tout cela a pris l'allure d'une polémique politicienne, les critiques des leaders du PCF étant motivées par les mêmes arrière-pensées que celles des Verts – avec comme préoccupation le nombre de portefeuilles ministériels et la perspective des élections municipales de 2001.

Robert Hue n'aurait'il donc pas de préoccupations plus urgentes ? On peut d'ailleurs relever que, dans son discours, le leader du PCF a pris soin d'épargner le gouvernement Jospin et sa politique antiouvrière. Il s'est tout au plus contenté d'une menace voilée en direction de Jospin, affirmant que *«s'il faisait siennes les orientations du manifeste néolibéral de Blair et Schröder, cette majorité ne pourrait plus exister»*.

Même s'il prend des gants vis-à-vis d'une partie de sa base, en particulier de ses militants ouvriers, en disant qu'il faut répondre aux urgences sociales par *«un coup de pouce significatif»* au Smic, par un relèvement des salaires, pensions et retraites Smic, ou encore qu'il faut un moratoire suspendant les plans de licenciements, le PCF ne parle pas des moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour faire aboutir ces revendications. Et le fait de cautionner la politique du gouvernement n'est pas fait pour aider à la mobilisation.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que nombre de militants du Parti Communiste soient désorientés, parce qu'ils se rendent compte que la politique de leur parti dessert les intérêts des travailleurs et des militants ouvriers, alors que ceux-ci ont besoin de manière vitale d'un parti qui s'oppose réellement aux décisions antiouvrières du patronat et du gouvernement.

Anne Pycta

AFP

Robert Hue en compagnie des ministres PCF, lors de la dernière fête de L'Humanité.

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE n° 44

(juillet-août 1999)

Les élections européennes en France :
- Pour la première fois dans ce pays, des députés d'extrême gauche au Parlement européen
- Division et recul à droite, maintien de la «gauche plurielle», le PCF toujours au plus bas sur le plan électoral
- La nécessité d'un parti représentant les intérêts politiques des travailleurs, des chômeurs, des jeunes
- Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire : continuer dans l'unité !

Tribune de la minorité
- Les élections sont passées, mais la campagne politique de LO-LCR doit continuer

La liste LO-LCR dans les élections européennes
- Documents
- Résultats

Ex-Yougoslavie
- Bilan sanglant et provisoire d'une guerre inachevée

Prix : 10F – Envoi contre 12F en timbres

EN VERT ET CONTRE RIEN

A l'approche de l'université d'été des Verts qui se tient depuis mardi à Lorient, on a pu assister à une inflation de propos de leurs dirigeants affirmant qu'ils étaient prêts à quitter le gouvernement si Jospin osait faire ceci ou ne pas faire cela.

Le jeudi 19 août, Denis Baupin, porte-parole des Verts, déclarait à *Libération* que si Jospin optait pour l'EPR. (une nouvelle génération de réacteurs nucléaires destinés éventuellement à remplacer ceux qui vont arriver en fin de course) ce serait *«la fin de la majorité plurielle»*. Trois jours plus tard, Noël Mamère affirmait au *Journal du Dimanche*, en toute fraternité écologiste bien sûr, que les déclarations de Baupin n'étaient que des «paroles verbales», à «usage interne». Car, selon Mamère, Baupin saurait pertinemment que Jospin ne vas se lancer dans l'EPR. Mais attention, lui, Mamère, lance une vraie menace: *«S'il n'y a pas de modification du mode de scrutin avec l'introduction d'une dose de proportionnelle pour les législatives, alors là, oui il faudra quitter le gouvernement»*. Histoire sans doute de ne pas risquer de manquer une raison de quitter le gouvernement, Gérard Onesta, vice-président du Parlement européen, en donne trois dans *Le Monde* du mardi 24 août: *«une deuxième loi sur les 35 heures où le patronat serait gagnant, une relance du programme nucléaire, le refus d'une dose de proportionnelle dans le scrutin législatif»*.

Bref, depuis une semaine, les Verts déclinent sur tous les tons *«retenez-nous ou on fait un malheur»*. Mais curieusement la seule que l'on n'entende pas parler de quitter le gouvernement, c'est celle qui y est, Dominique Voynet. Alors il y a gros à parier que comme souvent dans ce genre d'histoire, même si personne ne les retient, les Verts se retiendront eux-mêmes de faire le malheur en question. Car comme qui dirait Noël Mamère, il s'agit surtout *«de paroles verbales à usage interne»*, destinées à bercer les militants de l'illusion qu'ils ne sont pas condamnés à vie à avaler des couleuvres.

D.M.

Turquie

LA SOCIÉTÉ DU PROFIT FAIT PLUS DE MORTS QUE LE TREMBLEMENT DE TERRE

AFP

Immeubles en ruines dans la ville d'Adapazari.

Moins d'une semaine après le violent tremblement de terre d'Izmit, les équipes de secours étrangères ont été invitées à partir et les bulldozers ont commencé à entrer en action pour déblayer les ruines sous lesquelles se trouvent probablement encore des dizaines de milliers de corps, dont certains peut-être encore en vie. L'armée, qui ne s'est que très peu montrée pour porter les premiers secours, a pris position dans les villes et les quartiers sinistrés, afin de pouvoir faire face à tout mouvement éventuel de protestation de la population. Car, au sein de celle-ci, la révolte s'étend contre l'incurie du gouvernement, l'improvisation des secours, la révélation au grand jour du mépris, de l'imprévoyance, de la corruption qui règnent en matière de construction immobilière.

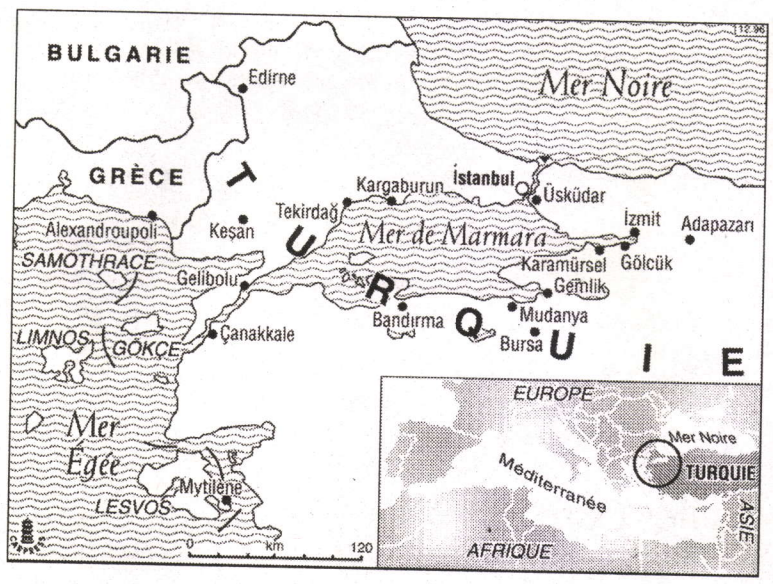
UNE CATASTROPHE PRÉVISIBLE

Le tremblement de terre qui a frappé Izmit et la région située au sud-est de la mer de Marmara, à proximité immédiate d'Istanbul, n'était nullement une surprise. Non seulement on sait depuis des siècles que cette région est le théâtre de tremblements de terre majeurs, mais les géophysiciens avaient multiplié ces dernières années les avertissements. La grande presse turque s'en était fait l'écho : la région d'Istanbul pouvait être à tout moment le théâtre d'un séisme de grande ampleur. La faille nord-anatolienne, qui traverse le pays en suivant la côte de la mer Noire joue régulièrement d'est en ouest. Il était prévisible que le prochain tremblement de terre allait frapper la région d'Izmit, tout comme il est d'ores et déjà prévisible que la faille jouera de nouveau, d'ici quelque temps, à cent ou deux cents kilomètres de là, c'est-à-dire cette fois tout près d'Istanbul. Mais tous ces avertissements n'ont servi à rien : la construction immobilière la plus anarchique a continué de se développer, les promoteurs véreux d'en encaisser les profits, les gouvernements de fermer les yeux et de ne rien faire, que ce soit en matière de prévention des catastrophes ou de mise au point de plans de sauvetage.

DES CONSTRUCTIONS AU MÉPRIS DE LA VIE HUMAINE

Le tremblement de terre de la nuit du 16 au 17 août a frappé une région très peuplée. Istanbul, capitale économique de la Turquie, a connu un développement vertigineux, passant en seulement quelques dizaines d'années d'un million à douze millions d'habitants. La côte de la mer de Marmara, sur les quelque 150 kilomètres qui séparent Istanbul d'Izmit, est une région particulièrement industrielle, où se trouvent les plus grandes usines du pays, notamment près d'Izmit, les raffineries et les usines pétrochimiques. Elle est également jalonnée, de façon presque ininterrompue, par des faubourgs où vit une population ouvrière, entassée le plus souvent dans ces maisons populaires bon marché, véritables cages à lapin qui, ces dernières années, ont poussé comme des champignons tout autour d'Istanbul.

L'affairisme le plus débridé, la corruption, la loi du profit à tout prix, ont exercé là leurs plus grands ravages. En Turquie, un promoteur peut construire vite, pas cher et au mépris de toute règle : des fondations réduites au minimum, un ou deux murs porteurs au centre du bâtiment, des plateaux de béton pour faire les étages, autour desquels on élève les murs extérieurs faits de simples briques – des briques creuses bien entendu, car cela coûte moins cher –, que l'on recouvre d'un vague enduit de plâtre, et le tour est joué : des familles s'entasseront là, dans des maisons qui laisseront passer l'été la chaleur, et l'hiver le froid et l'humidité. Et le pire, on vient de le voir, est que ces immeubles pourront s'écrouler comme des châteaux de cartes, d'autant plus que les promoteurs rognent sur les quantités de ciment incorporées dans le béton, comme sur la quantité de tous les matériaux : ainsi le sable est-il souvent tout simplement ramassé sur les plages, un sable de mer riche en sel qui mine peu à peu le béton !



Le séisme, qui s'est déclenché à trois heures du matin le 17 août, a ainsi surpris la population, dont la plus grande partie était chez elle et dormait, dans des maisons qui se sont révélées des pièges mortels, particulièrement bien sûr celles des quartiers populaires où se trouvent les constructions les plus légères et à bon marché. Compte tenu de l'étendue du séisme, du grand nombre d'immeubles détruits, de l'impréparation totale des autorités, ceux qui ne sont pas morts sur le coup et qui sont restés prisonniers des décombres sont sans doute pour la plupart morts dans les heures ou les jours qui ont suivi, après une longue agonie dans la vaine attente de secours.

L'INSUFFISANCE DES SECOURS TURCS... ET OCCIDENTAUX

Sans doute, certains ont été sauvés. La presse européenne, française notamment, a mis l'accent sur ceux qui ont dû la vie à l'intervention des équipes de sauveteurs envoyées sur place. Mais en tout, un pays comme la France a envoyé une soixantaine d'hommes et quelques dizaines de tonnes de secours d'urgence. Et si ces sauveteurs, avec tous leurs efforts, ont réussi à retirer des décombres quelques personnes vivantes, eux et tous ceux envoyés par les autres pays n'auront été qu'une goutte d'eau dans l'océan. Au milieu des immeubles dévastés, les rescapés demandant aux sauveteurs de les aider à fouiller les décombres ou gisaient encore leurs proches l'ont fait bien souvent vainement. Les sauveteurs avaient déjà bien trop à faire. Des villages, des quartiers, voire des villes entières de l'intérieur comme Adapazari, n'ont vu venir aucun sauveteur, et les personnes à la recherche de leurs proches n'ont eu que des pioches, voire seulement leurs mains nues pour tenter de soulever des tonnes de décombres...

Combien d'hommes l'armée turque aurait donc envoyés pour quadriller la région, comme elle le fait depuis des années au Kurdistan, s'il s'était agi non d'un tremblement de terre mais d'une révolte populaire ? Quels moyens les armées de pays impérialistes comme la France auraient-elles été capables de mobiliser en quelques heures s'il s'était agi d'une intervention militaire au-delà de leurs frontières pour protéger leurs intérêts ? Les commentaires satisfaits des médias occidentaux quant à leur intervention ne font que faire ressortir l'indécent décalage entre les moyens qu'ils sont prêts à dégager pour une telle intervention humanitaire, où les minutes comptent, et ceux qu'ils dégagent lorsqu'il s'agit de la défense des intérêts impérialistes.

UNE CATASTROPHE SOCIALE

Si pendant plusieurs jours les services gouvernementaux turcs ont volontairement minimisé l'ampleur de la catastrophe, les derniers décomptes effectués le 23 août faisaient état de plus de 12 000 morts et d'un bilan qui sera sans doute finalement de 40 000 morts, compte tenu de tous les corps restés sous les décombres. Et le phénomène

naturel est devenu une catastrophe sociale : des centaines de milliers de personnes dorment dehors, dans les parcs et jardins ou sur les places, par peur d'une réplique du tremblement de terre ou simplement parce qu'ils n'ont plus de toit. Les secours, les vivres, l'eau potable n'arrivent guère, ou à des prix inaccessibles pour des gens qui ont tout perdu. Tandis que la population est traversée d'un élan de solidarité, les entreprises de distribution continuent comme si de rien n'était à vendre leurs produits, et les autorités à trouver cela normal.

Que deviendront tous ces gens dans les jours et les mois qui viennent ? On parle déjà de camps de toile où ils devraient vivre pendant des semaines et des mois, sans doute dans la pluie et le froid de l'hiver à venir… La révolte, le dégoût s'installent contre le pouvoir, les politiciens, l'armée qui n'ont rien prévu et cachent mal leur arrogance et leur mépris pour la population abandonnée à son sort. Tout au plus sont-ils capables de verser des larmes de crocodile… quand ce n'est pas de se livrer à des déclarations imbéciles comme le ministre de la Santé, Osman Durmus, membre du parti d'extrême droite MHP. Celui-ci a déclaré que la situation était sous contrôle, que la Turquie n'avait nul besoin de l'aide étrangère et surtout pas du sang pour les transfusions et des autres aides médicales proposées par la Grèce et l'Arménie… Le délire nationaliste et chauvin contre la Grèce, contre l'Iran ou la Syrie, ou contre les « séparatistes » kurdes, est un moyen classique, pour le pouvoir turc, de cacher son incompétence et sa gabegie. Mais il n'est pas sûr que, face aux conséquences dramatiques du séisme d'Izmit, le recours à ces vieilles ficelles puisse être efficace.

A.F.

Mafia russe et banques américaines

C'EST LA DÉTENTE

Il y a quelque chose de pourri dans le monde de la finance mondiale ! Selon le *New York Times,* entre 4 et 10 milliards de dollars auraient été blanchis par la pègre russe par l'intermédiaire d'une grande banque américaine, la banque de New York, dix-huitième banque du pays, qui fait désormais l'objet d'une enquête par les autorités judiciaires des Etats-Unis.

Entre octobre 1998 et mars 1999, la bagatelle de 4,2 milliards est passée par un seul compte ouvert l'an dernier au nom d'une certaine société Benex, elle-même liée à IBM Magnex qui servirait de paravent aux activités de l'un des plus grands parrains de la mafia russe, Semion Moguelevitch. Trafic d'armes, de drogue, prostitution, ventes de matières radioactives, racket sont la base des revenus de ce mafieux paraît-il bien connu du FBI. Mais on sait que pour le monde des affaires, l'argent n'a pas d'odeur : comme n'importe quel capitaliste, Moguelevitch a pu fonder une société dans un paradis fiscal des îles anglo-normandes, et de là ouvrir une multitude de comptes dans diverses banques d'Europe et d'Amérique.

Et voilà qui mène à la respectable banque de New York dont le prestige est si méchamment sali, mais, affirme-t-elle, à son corps défendant. Ne prétend-elle pas n'avoir commis aucune irrégularité ? Et, d'ailleurs, depuis quand les banques enquêtent-elles sur l'origine des fonds qu'elles reçoivent ? Toute cette affaire se serait donc passée à « l'insu de son plein gré ».

Deux responsables de la banque sont soupçonnées d'être impliquées dans le scandale. La presse a souligné leur origine ou leurs liens russes : c'est la cinquième colonne !

Mais il faut préciser qu'il s'agit pour l'une de la « senior vice-présidente de New York » et pour l'autre de la vice-présidente de la branche londonienne et que le mari de l'une d'entre elles, soupçonné lui aussi dans l'affaire, a siégé pendant quatre ans comme représentant russe au conseil d'administration du FMI. On ne peut plus se fier à personne !

Un expert américain dénonçait ce qu'il considère comme les nouvelles manières de la mafia russe : « *Ils utilisent des méthodes que les criminels américains n'imaginent même pas, manipulent les comptes, fraudent sur les taxes et sur la protection sociale, se livrent au piratage informatique…* » Mais où vont-ils chercher tout ça ? Des mafieux se comportant comme de vulgaires patrons français ou américains : autant dire que la limite entre argent sale et argent tout court n'existe que dans les manuels d'économie.

Stéphane GIRAULT

LE CAPITALISME LAVE PLUS BLANC

Un des problèmes des mafias en tout genre est de « blanchir » l'argent issu du trafic d'armes, de la drogue, la prostitution, le racket, les détournements de fonds, la corruption, la fraude fiscale, etc. Elles doivent transformer ces espèces en comptes bancaires et justifier ces revenus. Pour cela, le crime organisé passe par des établissements financiers situés le plus souvent dans les fameux « paradis fiscaux ». Ces sociétés, spécialisées dans le recyclage de l'argent sale, rendent opaque l'origine de ces capitaux, par exemple en les mêlant progressivement à des revenus légaux provenant d'entreprises « respectables ». Elles jouent ainsi le rôle d'enzymes gloutons du capitalisme.

Ces fonds crapuleux se retrouvent finalement investis dans l'économie traditionnelle. Ils alimentent les trésoreries des grandes banques qui prélèvent leur commission et prêtent à intérêt. Ils irriguent les marchés financiers et les opérations juteuses de spéculation. Ils financent des pans de l'industrie. Les sommes en jeu sont colossales, de l'ordre de 1 000 milliards de dollars par an selon le journal *Le Monde*. C'est-à-dire 30 fois le chiffre d'affaires d'une entreprise comme Peugeot, à la différence près qu'il s'agit, par définition, de bénéfices nets d'impôts. Dans les tours de verre des sièges sociaux des gros groupes, l'atmosphère aseptisée des conseils d'administration doit être bien nauséabonde, si on renifle la provenance des fonds manipulés.

Derrière les condamnations formelles et hypocrites, on ne peut que constater la complaisance, sinon la complicité de fait, des gouvernements occidentaux. Il n'est pas question pour eux de contrôler les transactions douteuses, mais au contraire de libéraliser encore les mouvements de capitaux. Le secret commercial et bancaire a bon dos pour masquer les turpitudes du système. D'ailleurs, les principaux paradis fiscaux sont situés au cœur même de l'économie capitaliste : en Angleterre (Jersey et Guernesey), en France (Etats fictifs de Monaco et d'Andorre), en Suisse, etc.

Le crime organisé n'est pas un parasite monstrueux vivant en marge du capitalisme, mais un outil de pillage intégré dans l'économie mondiale.

J.P. C

Une heureuse coïncidence

Un récent changement est intervenu à la direction du Tribunal pénal international, le « machin » chargé de juger les crimes commis par les dirigeants lâchés par l'impérialisme (en l'occurrence au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie), et de se taire sur les agissements des autres. La canadienne Louise Arbour a été remplacée par la Suissesse Carla del Ponte.

Cela n'aurait aucun intérêt… si ce n'est que cette juge suisse enquêtait jusque-là sur les liens entre les banques suisses, l'État et la mafia russes. Selon le *Canard Enchaîné*, un certain nombre de banquiers suisses auraient exercé une discrète, mais apparemment efficace pression, pour qu'elle aille fourrer son nez ailleurs. Comme quoi le TPI peut au moins servir à « exiler » des magistrats gênants…

P.V.

USA

Comment éviter d'être exécuté :

ÉVITEZ LA POLICE DE CHICAGO

Les « conseils » suivants ont été publiés dans le numéro de *The Spark* du 28 juin au 26 juillet, lui-même reprenant le journal *Chicago Sun-Times* qui donnait quelques « trucs » à observer si on est interpelé par la police :

« – Allumez votre plafonnier en cas de contrôle de nuit.

– Gardez vos mains bien visibles, sur le volant si possible.

– Si vous vous penchez pour chercher quelque chose dans la boîte à gants ou sous le siège, rappelez-vous que l'agent peut penser que vous allez saisir une arme.

– Si un agent vous demande de sortir de votre véhicule, faites-le sans mouvement brusque. Vous pouvez être exécuté sur le champ si vous faites un mouvement brusque.

Il semble que les flics de Chicago ont ce que les gangsters des vieux films appelaient « an itchy trigger finger » c'est-à-dire la gâchette qui les démange… »

A en croire les chiffres indiqués dans le même numéro de *The Spark*, ces « conseils » ont de révoltantes raisons d'être.

CHICAGO : LA POLICE TUE DEUX INNOCENTS

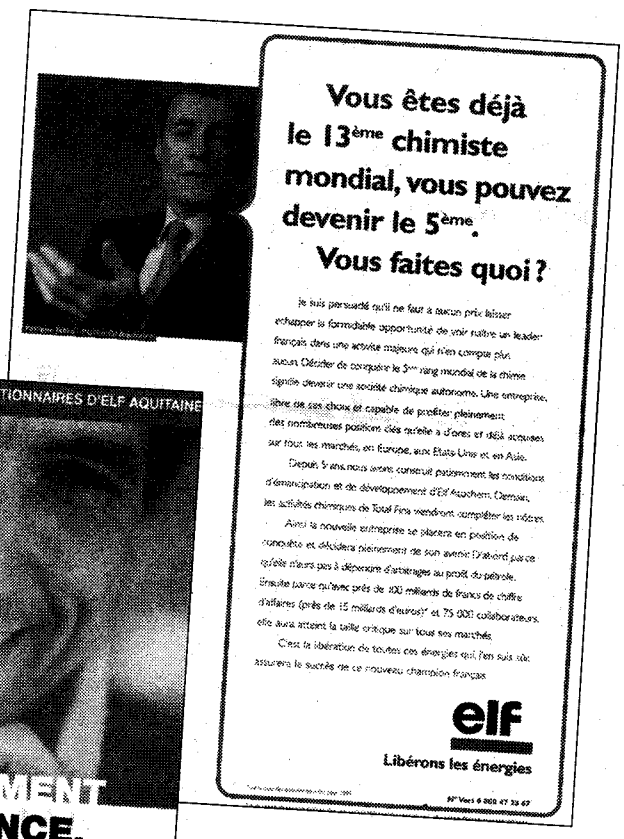
« Le 4 juin, à Chicago, LaTanya Haggerty a été tuée par balle par une femme agent de police. Celle-ci expliqua qu'elle avait vu « quelque chose de grand et de brillant » dans la main de Haggerty. Cette arme mortelle était… un téléphone cellulaire. […]

Neuf heures plus tard, un autre agent de police de Chicago poursuivait une autre personne, Robert Russ, et l'arrêtait. Il défonçait la fenêtre de sa voiture avec un démonte-pneu, posait son pistolet devant son visage et le tuait. Pour tout cela, sa seule explication a été que Russ aurait fait un mouvement pour saisir le pistolet. […]

Selon la police elle-même, celle-ci a tué 9 personnes et blessé 19 autres et cela seulement depuis le début de l'année. […] Jusqu'aux meurtres de Haggerty et Russ, tous les tirs de la police ont été considérés comme « justifiés » par les enquêteurs. Entre 1993 et 1997, la police de Chicago a tiré et tué 54 personnes. »

Fusions dans les banques et le pétrole

LES PUBLICITAIRES SE FROTTENT LES MAINS



Les fusions, rachats, opérations «amicales» ou «hostiles» entre grandes entreprises se multiplient. Après la guerre des banques, qui a mêlé la BNP, Paribas et la Société générale, on saura, avant la fin octobre, qui de TotalFina ou de Elf aura remporté la bataille des OPE (offres publiques d'échanges d'actions) sur le terrain de la pétrochimie.

Sitôt finie la saga publicitaire entre les banquiers, qui aurait rapporté quelque 165 millions de francs en publicité aux médias, commence un nouveau feuilleton entre les rois du pétrole. Pour dix ou quinze jours, Elf et TotalFina ont acheté des doubles pages dans les principaux quotidiens nationaux. Et l'on peut voir Thierry Desmarest, PDG de TotalFina, opposer «*la force de l'évidence*» (c'est son slogan !) à Philippe Jaffré, PDG de Elf, qui propose, toutes dents dehors, de «*libérer les énergies*». L'un et l'autre ont plutôt intérêt à être convaincants car il n'y a qu'une place... et ils sont deux !

Combien rapporteront ces formules creuses aux publicitaires et aux médias ? Elf a refusé de donner son budget publicitaire prévisionnel. Quant à TotalFina, elle envisage d'y consacrer 15 millions de francs.

En somme, pas grand-chose par rapport aux 300 milliards de francs qu'Elf et TotalFina ont chacune lancé dans leur OPE, ni même par rapport aux 15 milliards qu'Elf promet d'économiser, si son projet est retenu, en supprimant 2 000 emplois en France et 4 000 à l'étranger. Mais les publicitaires affichent quand même une mine réjouie.

Comme quoi l'argent des fusions, né de l'exploitation de milliers de travailleurs pendant des années, lancé dans des opérations financières spéculatives, nuisibles à la collectivité, n'est pas tout à fait perdu pour tout le monde. Et, si la bagarre médiatique entre les deux entreprises pétrochimiques continue, elle pourrait devenir, comme celle des banques, un véritable gisement... publicitaire.

Jean-Pierre LAROCHE

LES VAUTOURS

La BNP a donc mis la main sur sa concurrente Paribas. Elle s'est ainsi accaparée Cetelem, société de crédit à la consommation, jusqu'alors filiale de Paribas, représentant des profits particulièrement considérables.

Cetelem est l'une des plus importantes et des plus rentables sociétés de crédit à la consommation du pays, devant ses semblables et concurrentes comme Sofinco, Cofinoga, Cofidis, etc. Ces organismes financiers gèrent plus de 200 milliards de francs correspondant aux crédits distribués aux particuliers et aux intérêts qui, évidemment, les accompagnent. Associés à des grands magasins comme Auchan, But, Carrefour, Conforama, Ikea, etc., ils permettent d'acheter à crédit... et à prix d'or. Cetelem, à elle seule, a ainsi dégagé l'an dernier 1,5 milliard de francs de bénéfices... auxquels ont largement contribué toutes les familles modestes qui n'ont pas les moyens de payer comptant la machine à laver, la voiture, etc.

Cetelem et ses consœurs offrent aussi des crédits faciles et de mise en œuvre rapide,
indépendamment de tout achat. Les publicités de ces établissements ne se gênent pas pour le souligner, proposant «*de 6 à 60 000 francs sur un simple coup de fil*», ou, plus racoleur encore, «*besoin de 10 patates cash ?*»... Ils visent bien sûr, tous ceux qui ont le couteau sur la gorge, avec une traite à payer très rapidement, un huissier sur le dos et qui sont bien souvent déjà endettés. C'est à tel point scandaleux qu'un organisme de défense des consommateurs a rappelé; il y peu, que ces établissements de prêts n'avaient pas le droit de donner une réponse immédiate, par téléphone par exemple, à une demande de crédit, mais qu'ils étaient légalement tenus de laisser au demandeur un délai de réflexion d'au moins 24 heures. Règle que bien souvent ces établissements ne respectent pas.

En échange de certaines facilités de paiements et de la possibilité d'avoir très vite de l'argent frais, ces crédits s'accompagnent de taux d'intérêts usuraires, pouvant aller jusqu'à 17 ou 18 % dans les cas extrêmes.

Voilà comment les rapaces de la finance prospèrent directement sur la pauvreté. Oui, vraiment, il est temps d'enlever à tous ces gens-là leur contrôle sur l'économie et leur pouvoir sur la vie des travailleurs.

Pierre Vandrille

Intérim

LES MARCHANDS D'HOMMES FONT DES AFFAIRES EN OR

Depuis des années, le développement du chômage et de la précarité a signifié la dégradation incessante des conditions de travail, de salaire et de vie de la classe ouvrière des pays industriels comme la France, les Etats-Unis ou l'Angleterre. Mais dans le même temps, la généralisation des emplois par l'intermédiaire des entreprises de travail intérimaire a permis à des capitalistes du secteur de se bâtir de véritables fortunes.

On vient encore de le constater avec le dernier regroupement qui a eu lieu, entre le groupe franco-suisse Adecco (lui-même produit de la fusion entre une société suisse et la société française Ecco) et le groupe américain Olsten. Au total, l'ensemble représente 13,7 milliards de dollars (soit plus de 84 milliards de francs) de chiffre d'affaires (en 1998) et un réseau de 4 500 agences d'intérim dispersées dans le monde entier, employant quotidiennement plus de 500 000 personnes. Derrière ce monstre s'engraissant du travail temporaire s'en alignent d'autres, comme Manpower, Randstad, Kelly, etc.

La presse économique rapportait récemment qu'Adecco possède 3 200 agences réparties dans 52 pays et que son chiffre d'affaires a progressé l'année dernière de 35 % ! On apprend également que la France constitue le deuxième marché mondial du travail temporaire, après les Etats-Unis. Et qu'il s'agit même d'un excellent marché puisque, selon le directeur général d'Adecco qui vient de mettre la main sur Olsten, «*au premier semestre 1999, nous avons enregistré une hausse de 11 % de notre chiffre d'affaires*», ce qui lui a paru d'autant plus réjouissant que cela venait après «*deux années d'un taux de croissance exceptionnel de notre activité dans l'Hexagone : + 34 % en 1998 et + 40 % en 1997*»...

L. P

SNCF Ateliers de Paris-Masséna

À QUELLE SAUCE VOULEZ-VOUS MANGER LA SALADE DES 35 HEURES ?

Les 300 travailleurs sédentaires des Ateliers et du chantier de Paris-Masséna traitent les voitures voyageurs de Paris-Austerlitz. Depuis juin dernier, la direction essaie d'associer les syndicalistes à l'application locale des 35 heures. La section CFDT s'est opposée à l'accord sur les 35 heures mais des militants CGT tiennent à réussir l'application, à Masséna, de l'accord national... tandis que la direction n'a pas l'intention d'embaucher, bien sûr.

Depuis la fin du mois d'août, la direction fait circuler un questionnaire proposé par la CGT. Celle-ci explique que «*si nous avons été amenés à proposer un questionnaire à la direction*», questionnaire «*qui comporte des questions émanant de la direction et les nôtres*», c'est entre autres pour permettre que la mise en place des 35 heures soit réellement «*une construction collective*»... En fait, cette consultation sur nos desiderata risque de donner des arguments à la direction pour tenter d'imposer les horaires et les conditions de travail qui sont conformes à ses besoins, et seulement à ses besoins.

En matière d'horaires par exemple, le travail que nous faisons comme la multiplicité actuelle de nos horaires de travail permettraient tout à fait de respecter les choix de chaque travailleur. Mais il serait alors nécessaire d'adapter les effectifs à cette organisation et comme il n'est pas question pour la direction de se trouver, d'une façon ou d'une autre, en situation d'être contrainte d'embaucher...

Aujourd'hui, CGT et direction nous demandent notre avis sur «*comment voyez-vous l'organisation du temps de repos ?*», ou comment faire pour réussir à remplir l'objectif de la SNCF «*d'augmenter la disponibilité du matériel*», ou encore «*quelles plages horaires de travail vous semblent acceptables*», ou même carrément «*comment faire pour être plus efficace ?*» Après ce questionnaire, ils projettent des réunions de secteurs, pour encore et à nouveau nous demander notre avis... Mais à part la seule réponse que nous puissions donner et répéter, à savoir «*des embauches !*», ils risquent bien de finir par nous énerver pour de bon !

Correspondant L.O

Gare Saint-Lazare Paris

Reculer n'est pas avancer...

Toujours avec la loi Aubry, les patrons proposent pour des postes de passer de huit heures à huit heures trente minutes.

Pour une loi prétendument destinée à réduire le temps de travail, on fait mieux ! Au début du siècle, un argument du mouvement ouvrier était : huit heures de travail, huit heures de loisirs, huit heures de sommeil.

C'est un gouvernement de la gauche plurielle qui veut nous faire marche arrière !

Extrait du bulletin Lutte ouvrière *SNCF – Gare Saint-Lazare*

Île de la Réunion

LES FACTEURS DE MAFATE NE MARCHENT PLUS

Lors de sa venue à la Réunion en mai dernier, Jean-Jacques Queyranne, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, s'était permis une petite escapade (en hélicoptère !) dans le cirque de Mafate, uniquement accessible à pied ou en hélicoptère... pour ceux qui en ont les moyens, pour aller épingler la médaille de l'Ordre national du Mérite sur la veste du postier Angelo Thiburce. Celui-ci avait été rendu célèbre suite au passage de l'émission de télé «Faut pas rêver» qui lui avait été consacrée récemment.

Thiburce avait déjà déclaré à cette occasion au représentant de l'Etat qu'après avoir parcouru quelque 30000 kilomètres, à pied, dans le cirque pendant 34 ans pour distribuer le courrier, il aurait préféré, plutôt qu'une médaille, être titularisé, ce qui lui aurait permis d'arrondir sa maigre retraite et de faire mieux vivre sa famille.

Le secrétaire d'Etat socialiste (!) a repris l'avion le lendemain, sans s'engager d'aucune manière, pas plus que la direction locale de La Poste de la Réunion, sur la titularisation de Thiburce.

C'est la raison pour laquelle Thiburce et son camarade Maillot, les deux facteurs de Mafate, ont décidé de déposer avec le soutien de la CGTR-PTT un préavis de grève illimitée fin juillet. Devant le mutisme de la direction, la grève a commencé le 2 août pour s'arrêter le 3, date à laquelle des négociations se sont enfin ouvertes avec la direction.

Une direction qui dans un premier temps n'a su proposer à Thiburce, comme ultime provocation, sa titularisation que s'il acceptait de partir travailler... en France, pour, osa déclarer le directeur Dumas, «*ne pas pénaliser les agents réunionnais de La Poste travaillant en France et désirant retourner travailler au pays*». Plus hypocrite que moi, tu meurs ! Puis finalement, face à la détermination des grévistes, La Poste a proposé de le titulariser lors de sa mise à la retraite, dans deux ans donc, avec reconstitution de carrière.

Cette solution a été acceptée par Thiburce.

De même a été posée la question du paiement des heures réellement effectuées sur le terrain, le syndicat estimant le manque à gagner à 528 heures par an. Là aussi la direction s'est engagée à lui payer son dû.

L'action des grévistes a donc débouché sur un réel recul de La Poste.

Une direction de La Poste et un gouvernement qui, dans cette affaire, ont montré quel mépris colonialiste ils ont pour les postiers réunionnais. Mais tout ceci a une fin... Faut pas rêver !

Échos des entreprises

Le chantage

C'est à notre domicile que la direction a envoyé un courrier pour nous annoncer que le projet d'accord sur la RTT n'ayant pas été signé mi-juillet, aucune disposition ne s'appliquerait. Ceux qui devaient partir avec la PRP (pré-retraite progressive) resteront. les 900 embauches n'auront pas lieu.

Quant aux jours RTT prévus, c'est remis en question. La direction, vexée que son projet ait été rejeté par le personnel, veut nous punir : vous avez trouvé insuffisantes les miettes qu'on vous donnait, vous n'aurez rien. Les Loppinet, Boulan et consorts n'ont pas dû comprendre encore pourquoi les débrayages et manifestations du mois de juin étaient aussi importants.

Puisqu'il le faut, on va s'occuper de leur mettre les points sur les i.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Snecma-Villaroche du 23/8/99*

Dans les hôpitaux la sécurité a bon dos

Comme chaque été, l'administration ferme des lits. Mais comme chaque été, pour ceux qui travaillent, c'est la cavalcade car les urgences, elles, n'attendent pas.

Alors c'est la course pour «faire des sortants» et accueillir les entrants.

Le gouvernement parle de sécurité quand il veut fermer des maternités ou des hôpitaux de proximité dont l'activité n'atteint pas un certain taux.

Mais, à Beaujon, peut-on parler de sécurité quand le taux d'occupation dépasse les moyens ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Hôpital Beaujon Clichy du 9/8/99*

Pour Michelin, ça baigne

Au premier semestre 1999, Michelin a augmenté son chiffre d'affaires au niveau du groupe de 3,8 % par rapport au premier semestre 1998. Les bénéfices du premier semestre seront connus en septembre. 1999 sera encore une bonne année pour le patron, tandis que les travailleurs sont au régime sec, avec un blocage des salaires qui dure depuis quinze mois. La prochaine rallonge est prévue pour le premier septembre ; elle sera de 1 %. Merci pour tant de générosité !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Michelin-Cholet du 9/8/99*

Il y a 60 ans

le 3 septembre 1939
L'IMPÉRIALISME PRÉCIPITAIT L'HUMANITÉ DANS «LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE»

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne nazie envahissait la partie occidentale de la Pologne. Le 3 septembre, l'URSS, conformément au protocole secret du Pacte germano-soviétique, occupait à son tour la partie orientale de cette même Pologne. Ce 3 septembre, l'Angleterre et la France confrontées à la nouvelle escalade d'Hitler déclaraient la guerre à l'Allemagne. L'Europe se trouvait engagée dans le tourbillon de la guerre, prélude à la boucherie mondiale. La propagande des Alliés allait présenter cette guerre comme la croisade des démocraties contre les dictatures fasciste et nazie, occultant consciemment la véritable nature du conflit: un nouveau champ de bataille des rivalités impérialistes.

LE TRAITE DE VERSAILLES, PRÉLUDE À UNE NOUVELLE GUERRE

Le traité de Versailles, à l'issue de la Première Guerre impérialiste mondiale, annonçait déjà en quelque sorte la guerre future. Les pays impérialistes vainqueurs (Angleterre, France, Etats-Unis) imposèrent un véritable diktat à l'impérialisme allemand: lourds droits de réparations, confiscation des colonies et amputations territoriales en Europe, occupation militaire de la rive gauche du Rhin. L'impérialisme triomphant plongeait l'Allemagne dans une misère effrayante, excitait l'ultranationalisme et préparait en quelque sorte le lit du nazisme. «*L'Allemagne paiera*», disait Clémenceau, et lorsqu'elle paya mal, c'est tout bonnement l'occupation de la Ruhr que décida Poincaré en 1923. De ce point de vue, Trostky dira de l'impérialisme français qu'il a été «*la sage-femme du national-socialisme*».

L'Internationale communiste sentait déjà pointer le danger. Dans une résolution à propos de ce traité de Versailles, elle écrivait dès 1922: «*Et, quoique la bourgeoisie redoute anxieusement une nouvelle révolution prolétarienne à la suite d'une guerre mondiale, les lois internes de l'ordre social capitaliste poussent irrésistiblement à un nouveau conflit mondial*».

Et en effet les mêmes causes produisirent les mêmes effets. Plus qu'avant la Première guerre impérialiste, le capitalisme allemand s'asphyxiait dans le cadre de ses nouvelles frontières. L'impérialisme allemand chercha par tous les moyens à remettre en cause ce traité de Versailles qui l'étranglait, non seulement pour retrouver ses colonies perdues mais aussi pour imposer un nouveau partage du monde.

LA MARCHE VERS LA GUERRE

Le spectre de la guerre se profila encore davantage en janvier 1933 avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir. La bourgeoisie allemande avait fait le choix de financer les bandes armées d'Hitler, ces «plébéiens» qu'elle méprise par ailleurs mais dont elle a besoin pour museler la classe ouvrière, briser ses organisations et imposer à l'ensemble de la population la marche forcée vers la guerre.

Hitler mit le pays au pas, emprisonna massivement les opposants communistes et socialistes, persécuta les juifs, interdit les partis et les syndicats, et lança un plan gigantesque de réarmement au nez et à la barbe de la France et de l'Angleterre.

Mais justement, entre 1935 et 1939, Hitler sut jouer sur les propres rivalités entre impérialismes français et anglais pour avancer ses pions, faire accepter ses provocations, accélérer le rythme effréné vers la guerre: en mars 1936, ce fut la remilitarisation de la Rhénanie, en mars 1938 l'annexion de l'Autriche (l'Anschluss), en septembre 1938 l'annexion des Sudètes et le dépeçage programmé de la Tchécoslovaquie jetée en quelque sorte en pâture par Chamberlain et Daladier lors des Accords de Munich. L'invasion de la Pologne le 1er septembre 1939 fut l'ultime provocation d'Hitler mais la marche vers la guerre était devenue irréversible, «*aussi inévitable qu'est inévitable la collision de deux trains lancés à la rencontre l'un de l'autre, sur la même voie*», écrivait Trotsky le 5 septembre 1939.

DÉMOCRATIE CONTRE FASCISME, OU COMMENT L'IMPÉRIALISME MAQUILLE SES PROPRES RESPONSABILITÉS

Pour intensifier l'embrigadement militaire, mobiliser les opinions, justifier la folie meurtrière dans laquelle ils entraînaient les populations, les Alliés mirent sur pied une idéologie de circonstance: le combat légitime des démocraties contre les dictatures fasciste et nazie, afin d'entraîner l'adhésion des populations.

Ce furent les impérialismes français et anglais qui se firent les chantres de cette nouvelle croisade, eux qui portaient l'immense responsabilité de l'émergence du nazisme en Allemagne. Sans revenir sur les conditions du traité de Versailles, rappelons tout de même que Chamberlain laissa volontairement l'Allemagne se réarmer afin de mieux contrecarrer l'influence française en Europe. Quant à la France, sa politique agressive, anti-allemande, chauvine, durant l'entre-deux-guerres alimenta les courants nationalistes d'extrême droite dont sut se servir Hitler.

Et puis faut-il rappeler qu'à cette époque les prétendues démocraties asservissaient des millions d'hommes et de femmes dans le cadre de leurs empires coloniaux, interdisant toute forme d'expression politique ou de reconnaissance juridique à l'immense majorité de ces peuples, brisant par la pire des répressions toute forme de contestation ou toute velléité d'indépendance.

Faut-il rappeler enfin que, en France, c'est la Chambre des députés élue en juin 1936 qui donna les plein pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940.

Non, la guerre qui commençait en ce début de septembre 1939 n'était pas le combat des démocraties contre le fascisme, mais la continuation sur le terrain militaire des rivalités impérialistes pour le contrôle des richesses mondiales.

On connaît le bilan terrifiant de cette guerre: presque 50 millions de morts (cinq fois plus que la Première Guerre impérialiste mondiale), un véritable génocide perpétré par les bourreaux nazis contre la communauté juive, contre les tsiganes, des villes rasées en une poussibre de secondes à Hiroshima ou Nagasaki, presque 30 millions de personnes déplacées, des milliers de villes détruites, en Allemagne, en Russie, etc.

Le capitalisme était provisoirement parvenu à surmonter ses contradictions et à imposer un nouveau statu quo à la planète. L'impérialisme américain plus que jamais sortait du conflit conforté dans son rôle de super-puissance mondiale. Au prix d'une épouvantable hécatombe.

Stéphane HENIN

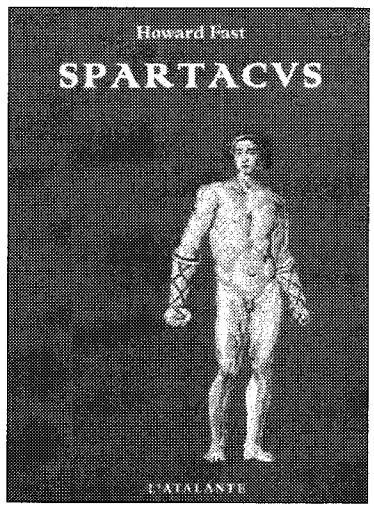
Ph Arc.

1945: Berlin en ruines

Lire

Réédition

SPARTACUS d'Howard Fast



Ce roman, devenu très difficile à trouver, vient d'être réédité. Fast (comme Arthur Koestler, auteur d'un roman portant le même titre, mais écrit entre 1934 et 1938) était lié au mouvement communiste stalinien américain lorsqu'il l'écrivit.

En 1951, en pleine période de chasse aux sorcières, organisée par le sénateur Mac Carthy contre les communistes, Howard Fast, incapable de trouver un éditeur, réussit quand même, grâce à une souscription publique, à publier son roman. Son adaptation au cinéma par Stanley Kubrick, avec l'aide de l'acteur Kirk Douglas qui tenait le rôle de Spartacus, permit de faire largement connaître le roman.

Spartacus fut le héros de l'une des plus marquantes révoltes d'esclaves qui secouèrent l'Empire romain. Pendant plus de deux années, de 73 à 71 avant l'ère chrétienne, il tint en échec les légions romaines envoyées contre lui, parcourant toute l'Italie du nord au sud et faisant trembler le monde romain. Spartacus était un esclave gladiateur, de ceux envoyés combattre dans l'arène, jusqu'à la mort, contre leurs semblables, pour le plus grand plaisir du gratin de la société romaine ou du petit peuple convié aux jeux du cirque. Lorsqu'il se révolta avec ses compagnons, ils entraînèrent, dans toutes les régions de la péninsule italienne qu'ils traversèrent, des milliers d'esclaves paysans, qui travaillaient sur les grandes propriétés foncières, ainsi que de nombreux bergers esclaves. D'une poignée de révoltés en fuite au départ, les troupes de Spartacus grossirent jusqu'à regrouper des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, décidés à combattre pour la liberté et la dignité, quitte à en mourir, plutôt que de retourner en esclavage.

Certes, la révolte de Spartacus contre le monde romain et son organisation économique liée au maintien de l'esclavage, fut un échec. La répression fut impitoyable, à la mesure de la peur infligée par Spartacus aux riches propriétaires et aux oisifs de Rome. De Rome à Capoue, la route fut jalonnée des croix des suppliciés. Mais lorsque Fast écrivit son livre, il pensait aussi à cette Amérique capitaliste, avec sa bourgeoisie oppressive, méprisant et exploitant durement la classe ouvrière, faisant la chasse aux communistes. Et il entendait faire de ce roman un livre qui s'adressait aux jeunes pour «*qu'ils puissent lutter contre l'oppression et contre l'injustice*», écrivait-il dans une très brève préface. Il plaçait également dans la bouche de Spartacus, terrassé par l'armée romaine, des paroles non de défaite mais de confiance dans l'avenir: «*Je reviendrai et je serai des millions*». C'est certainement ce qui contribue à faire, encore aujourd'hui, l'actualité de ce roman.

Le livre de Fast reste ainsi un roman enthousiasmant, par son ton de combat et d'appel aux luttes et révolutions à venir.

L.P.

Spartacus *de Howard Fast, éditions L'Atalante, 446 pages, 118 francs.*

Mort à Devil's Acre de Anne Perry

Dans la collection «Grands détectives», voici une nouvelle histoire policière d'Anne Perry qui conduit le lecteur dans l'Angleterre de l'époque victorienne, en 1887, dans un quartier mal famé de Londres appelé «L'arpent du Diable» (d'où le titre du livre) et où se pratiquent abondamment le jeu, la prostitution et... les assassinats. Dans ce lieu «sympathique», les crimes avec mutilations sexuelles sont cependant rares. C'est pourtant l'auteur de telles horreurs que recherche l'inspecteur Thomas Pitt, flanqué de sa femme Charlotte et de sa sœur Emily, jouant les apprenties détectives.

Au cours de leur enquête, ils rencontreront de nombreux personnages, appartenant à la prétendue «bonne société», c'est-à-dire à ces familles d'aristocrates arrogants, imbus d'eux- mêmes, confits dans les conventions. «*C'était un univers clos [...] où un léger manquement à l'étiquette ou à la préséance faisait figure de grave offense; où les toilettes – coupe, couleur et ornements – étaient observées et discutées comme si elles revêtaient une importance majeure.*» Et dans ce monde où tout sentiment est étouffé et perverti, les rapports entre hommes et femmes tournent assez souvent au drame, les femmes en constituant les premières victimes.

Au fil de l'intrigue, l'auteur épingle cette condition des femmes de l'époque, soulignant son corollaire – la prostitution – avec en bas de l'échelle sociale, une misère noire qui accule de très nombreuses femmes à faire commerce de leur corps.

Ce roman policier est donc une occasion d'entrapercevoir quelques traits sordides de l'Angleterre du XIX[e] siècle.

Annie Rolin

Mort à Devil's Acre *de Anne Perry, Éditions 10/18 – Grands détectives, Numéro 3092 – 288 p. – 44 F.*

Voir

4 JOURS EN SEPTEMBRE film brésilien de Bruno Barreto

ph. Arc

Treize des quinze prisonniers politiques relâchés par la dictature, en échange de l'ambassadeur américain.

C'était il y a juste trente ans, en septembre 1969. La dictature militaire brésilienne était en place depuis plus de cinq ans. Dès le début, elle avait brisé toute résistance organisée.

Mais au printemps 1968, la jeunesse estudiantine avait manifesté et affronté les forces de l'ordre, comme aux Etats-Unis, au Mexique, au Japon et dans toute l'Europe. La manifestation des Cent Mille, à Rio, et plusieurs grèves ouvrières dans les banlieues de Sao Paulo, semblaient annoncer une reprise des luttes.

De petits groupes radicaux se formèrent, se réclamant de Che Gevara, de Mao Tsé-toung et de la lutte des Vietnamiens. Ils étaient constitués de jeunes étudiants et de quelques poignées de militants qui avaient rompu avec le légalisme obtus du Parti Communiste. Leur idéologie révolutionnaire était très confuse, mais ils voulaient réagir, faire quelque chose, pour «réveiller le peuple». Les actions de guérilla urbaine se multiplièrent, attaques de banques ou de transports de fonds, vols d'armes ou d'explosifs, attentats.

C'est dans ce cadre, et au moment où le général-président venait d'être victime d'une thrombose cérébrale, qu'un groupe d'une dizaine de jeunes étudiants de Rio conçut un plan spectaculaire: enlever en pleine «semaine de la patrie» l'ambassadeur des Etats-Unis, symbole de l'impérialisme qui soutenait la dictature brésilienne, à l'exemple de ce qui avait été fait un an auparavant au Guatemala. Ils obtinrent le renfort de quelques militants plus expérimentés venus de Sao Paulo. Et ils réussirent: leur proclamation fut lue à la radio et à la télévision, publiée dans les journaux, et le régime envoya à l'étranger les 15 prisonniers politiques dont ils exigeaient la libération.

C'est ce «coup» extraordinaire que raconte le film de Bruno Barreto, suivant d'assez près le récit qu'en a publié Fernando Gabeira, un des participants. A la fois film d'action et documentaire précis, il montre bien la révolte de ces jeunes, leur enthousiasme pour les armes, leurs problèmes moraux et personnels. Et il laisse voir, malgré la réussite de l'opération, l'échec final de cette politique de guérilla, incapable de «réveiller le peuple», qui n'aboutit qu'au renforcement de la dictature et à l'élimination des militants, dans une lutte inégale contre la police et l'armée.

Il faut se dépêcher si l'on veut voir ce film, car il n'est sorti que dans une salle parisienne et risque de disparaître bientôt des programmes.

Vincent GELAS

LES PAYSANS RÉCLAMENT LEUR DÛ

Si le gouvernement espérait calmer les paysans en colère en instaurant le double affichage des prix chez les commerçants, le moins que l'on puisse dire est qu'il aura fait chou blanc. Les manifestations continuent de plus belle. Le week-end dernier, on a pu voir les agriculteurs occuper par exemple le supermarché Auchan de Martigues et inviter les clients à passer les caisses sans payer. Une opération qui fut suffisamment populaire pour obliger la direction à fermer la boutique au bout d'une heure ! Ailleurs, les manifestants déversaient des tombereaux de fumier, de tomates ou de fruits devant d'autres grandes surfaces ou aux portes des Mac Donald's ou des préfectures. Et ces actions de protestation sont désormais quotidiennes.

AFP

Commando d'agriculteurs devant un supermarché Auchan à Martigues

La raison de cette colère, c'est avant tout l'obligation dans laquelle se trouvent ces paysans de vendre à perte les fruits et les légumes qu'ils ont récoltés. Et c'est bien pourquoi une de leurs cibles principales est constituée par les grandes surfaces comme Auchan. Ce sont en effet les centrales d'achat de ces grandes enseignes de la distribution qui font en permanence pression sur les cours. Elles obligent les paysans à vendre au plus bas prix, sous peine de ne pas trouver preneur du tout. Elles instaurent un véritable diktat, profitant de la division des producteurs pour obtenir ristournes et remises, et parfois même des ventes gratuites de certains produits. Cela est d'ailleurs vrai pour bien d'autres produits que les fruits et légumes. Les producteurs de lait, par exemple, en sont eux aussi victimes. Les transformateurs qui leur achètent leur production voudraient ces jours-ci baisser le prix qu'ils leur versent, faisant eux-mêmes état de la pression qu'ils subissent dans ce sens de la part des centrales d'achat des grandes surfaces. Ce sont ces méthodes, les pratiques semblables qu'ils imposent aux transporteurs, et la précarité dans laquelle ils maintiennent le personnel de leurs supermarchés, qui permettent aux grands trusts de la distribution de figurer dans le peloton de tête des profits.

Mais le mouvement paysan affiche aussi un autre objectif, symbolisé par les actions contre les Mac Donald's. Il s'agit de protester contre la mondialisation des échanges dans le domaine de l'agriculture et, plus concrètement, contre un des épisodes de celle-ci : les restrictions mises par le gouvernement américain à la vente aux USA de certains produits français, comme le roquefort. Cette interdiction était elle-même une mesure de représailles face à l'interdiction faite aux USA de commercialiser en Europe leur boeuf aux hormones. On voit bien qu'en fait de mondialisation, c'est surtout de guerre économique qu'il s'agit, une guerre dans laquelle les paysans n'ont aucun intérêt à se laisser embrigader. En effet, dans tous les pays, ce sont des petits cultivateurs, des petits éleveurs comme eux qui en sont les victimes. Les actionnaires des trusts de l'agro-alimentaire, de la distribution, ou encore les banques auprès desquelles tous les paysans du monde s'endettent s'en sortent, eux, avec toujours plus de profit, quel que soit le drapeau sous lequel ils opèrent. Alors si Mac-Donald's n'a certes pas volé les actions dont il est aujourd'hui l'objet, ce n'est pas en tant que symbole de la « bouffe américaine », mais tout simplement parce que c'est une société qui emploie vis-à-vis de ses fournisseurs, de ses travailleurs et de ses clients les mêmes sales méthodes que tous les trusts du monde, qu'Auchan par exemple en France.

Aujourd'hui, le gouvernement ne fait rien qui puisse aider en quoi que ce soit les paysans. Le double affichage a été dénoncé à juste titre par ceux-ci comme un gadget, et a laissé perplexes les consommateurs. D'autre part, un dirigeant de la Confédération paysanne, José Bové, est depuis plusieurs jours scandaleusement maintenu en détention pour avoir participé à une action contre un Mac-Donald's. Pourtant, les agriculteurs qui manifestent ont mille fois raison quand ils disent que, ne serait-ce qu'en rognant sur les profits des trusts de la distribution il y aurait largement de quoi leur assurer un revenu décent sans faire payer plus cher les consommateurs. Mais précisément, prendre sur les profits, ce n'est pas dans les habitudes de Jospin ni de ses ministres.

Daniel Mescla

OMC :

COMMENT LES TRUSTS S'ARRANGENT ENTRE EUX

La Confédération paysanne, aujourd hui à l'initiative des manifestations contre les Mac Donald's, appelle à faire «monter la pression» en prévision de la prochaine réunion de l'Organisation Mondiale du Commerce. Celle-ci, «le millénium round», doit se dérouler en novembre à Seattle, aux États-Unis.

L'OMC, qui a pris en 1995 le relais du GATT, est censée aboutir à la libéralisation des échanges. Mais en fait, ce sont uniquement les grands trusts qui ont la possibilité de s'y faire entendre. Cela est même tarifé. Les entreprises achètent le droit de rencontrer les chefs d'État et les négociateurs participant à la conférence, et selon le journal anglais *The Indépendant on Sunday,* les trusts paient en ce moment des centaines de milliers de dollars pour se ménager ce genre de rencontres. Le président du comité d'organisation à Seattle n'est d'ailleurs autre que Bill Gates, la première fortune du monde. Tout un symbole ! 40 trusts subventionnent la conférence, en échange d'un accès aux responsables calculé en fonction de leur participation financière. La publicité faite autour de cette « *opportunité très excitante* », comme dit Bill Gates, a d'ailleurs fait réagir le secrétaire européen Léon Brittan qui craint que cela nuise à la crédibilité de l'organisation. Cachez cette corruption que je ne saurais voir ! Encore n'est-ce là que l'aspect extérieur des choses. Inutile de dire que les trusts en question, les plus gros de la planète, ont depuis longtemps leurs hommes à eux parmi tout le gratin qui va se réunir. Alors, ce ne sont certainement pas les intérêts des petits agriculteurs, des petits éleveurs qui risquent d'être entendus et encore moins pris en compte.

Lors d'une précédente négociation, à Marrakech, un accord avait été signé sur l'agriculture. Il prétendait « *établir un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché* ». Mais on le voit bien, tout est ficelé d'avance. Et en définitive, les accords de ce genre ne sont équitables que pour les trusts les plus puissants, quelle que soit leur nationalité. Quitte pour cela à corriger les lois du marché lorsqu'elles ne sont pas à leur avantage.

D. M.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995